

**Établissement du SID
de Bordeaux**
/ESID.BDX/DIV.PLAN

Division PLAN
Bureau Synthèse Programmation,
Section Pilotage des Opérations
D'Infrastructure

9, Rue de Cursol
CS 21152
33068 BORDEAUX – Cedex

IEF CASTEL
Tél. : 05 57 85 16 27
Pnia : 821 331 16 27

Bordeaux, le 16 JUL. 2020
N° 593097

**Commission d'évaluation
du risque pyrotechnique (CERP)
du 05 mai 2020**

**ESID BDX - BORDEAUX (33)
Caserne Aboville – Poitiers (86)
Installation de bâtiments modulaires pour la rénovation de 3 BCC (049-050-054)
(COSI : 445 305)**

1. Participants à la CERP

. Pour la portion centrale de l'ESID :

- | | |
|-----------------|--|
| - IC1 Huau | directrice des opérations |
| - IC2 Krakowiak | chef du bureau Expertise – Non présent mais a transmis son avis avant la CERP (note Nacrée n° 541 814 BEx du 4 mai 2020) |
| - IEF Castel | pilote d'opérations à la division Plan |
| - IEF Bosc | programmiste à la division Plan pour l'opération étudiée |
| - SACE Halley | chef du bureau Gestion administrative du domaine |

. Pour la 9^{ème} BIMA :

- | | |
|-----------------|------------|
| - LCL Bergamo | Etat-major |
| - LCL Clero | Etat-major |
| - Major Le Goff | GSBdD SMP |

. Pour l'USID :

- | | |
|-------------------|----------------------------|
| - IC2 Vercasson | chef d'USID |
| - ADC Charbonnier | chef antenne Saint Maixent |
| - TSEF Charrier | chargé d'affaire |

2. Immeubles ou fraction d'immeubles concernés

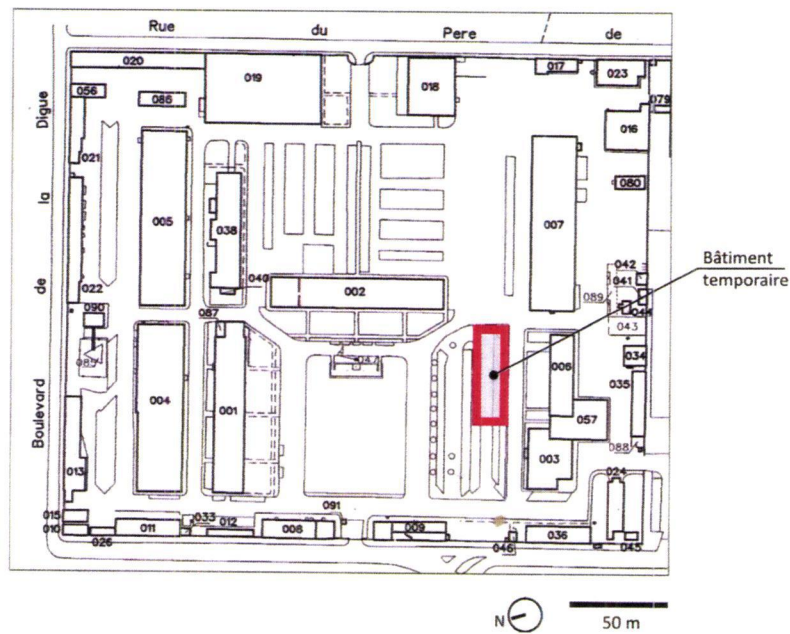
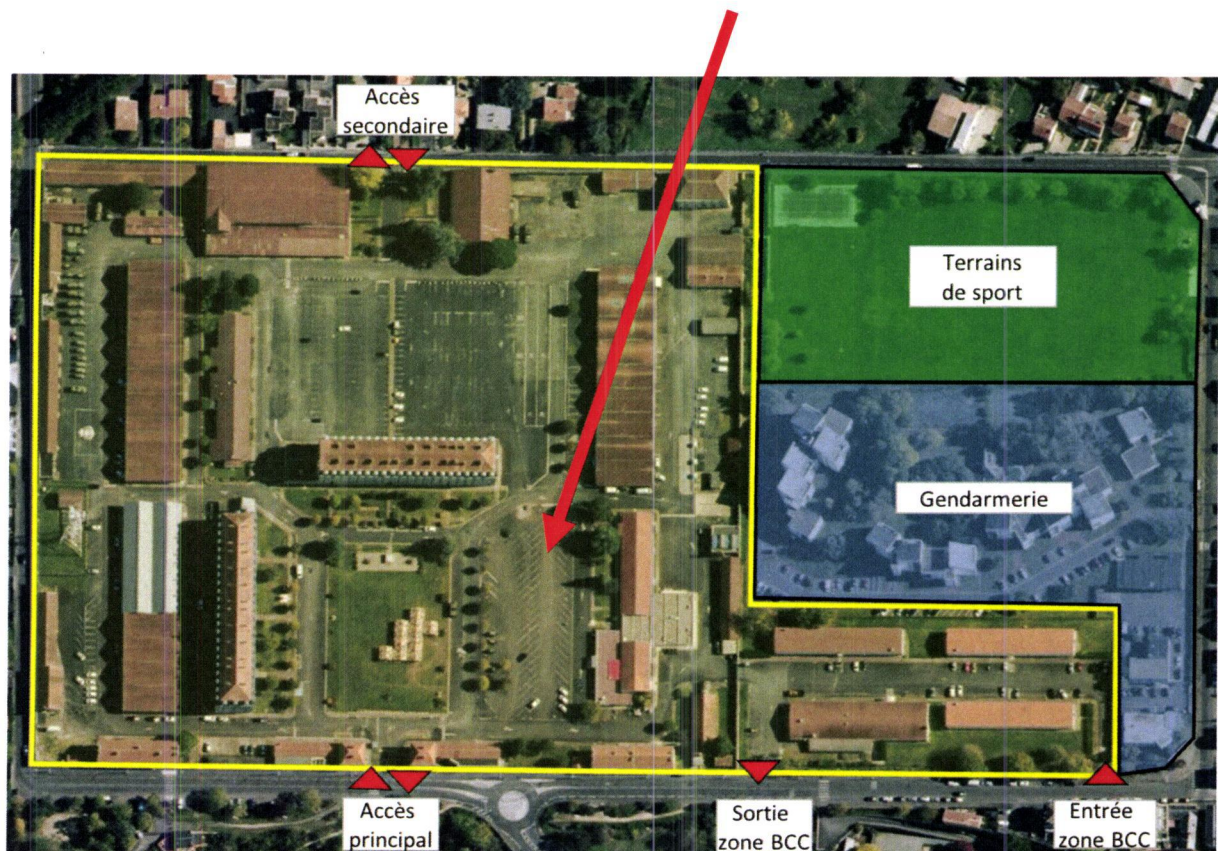
Immeuble étudié : Quartier Aboville (86)

La présente CERP concerne l'installation de bâtiments modulaires pour le relogement des personnels logés dans les bâtiments 049, 050 et 054, pendant la période de rénovation de ces bâtiments. La mise en place des modulaires est prévue en 2021.

Le bâtiment de relogement temporaire, de 32 chambres, en structure métallique légère, sera implanté en face du bâtiment 006. Il n'y aura pas d'arbre à dessoucher.

La zone est classée en risque pyrotechnique probable.

Intervenants : Entreprise(s) extérieure(s) de bâtiment ou de TP.



Le bâtiment de logement temporaire sera implanté sur le parking situé devant les bâtiments 003 et 006. Les réseaux enterrés AEP, EU-EV, EP à raccorder sont situés à proximité. En ce qui concerne le raccordement électrique, il sera prévu un câble non enterré raccordé au transformateur 041, avec la mise en place d'un protège-câble permettant le passage des véhicules les plus lourds (PL, bus...).

3. Recherche d'informations relatives au risque pyrotechnique concernant le quartier Aboville

3.1 Etude historique et technique de pollution pyrotechnique (EHPP)

L'ETHPP réalisée par l'ESID de Bordeaux en septembre 2019 (n° 545165/SID/ESID-BDX/DIV GP/BGAD/SEH du 9 septembre 2019) conclut à un risque pyrotechnique probable sur la zone concernée par le futur chantier.

En effet, selon cette étude, 24 bombes au phosphore ont été larguées en août 1944 sur l'emprise militaire. Les bombardements se sont concentrés sur le bâtiment 001, 002 et sur le bâtiment C, aujourd'hui démoli et devenu un parking.

La recherche documentaire n'a pas permis de savoir si les bombes ont toutes explosé ou pas. Le GRIN n'a fait aucun rapport indiquant la découverte d'une bombe trouvée depuis ce bombardement.

3.2 Résumé des échanges entre les membres de la commission

Après un préambule sur le risque pyrotechnique, les membres de la commission ont procédé, sur la base des informations en leur possession, à l'évaluation du risque pyrotechnique. Il en ressort les points suivants :

- 1 – Les bombes larguées en août 1944, en un seul passage, visaient très ponctuellement le bâtiment de la Milice (bâtiment n° 003), détruit aujourd'hui et devenu le parking devant le mess. Le largage a été effectué à basse altitude par des Mosquito, réputés pour leur précision. Les bombes incendiaires au phosphore sont des bombes dites de contact, qui explosent très facilement.
- 2 – L'affleurement rocheux est très proche, empêchant que des obus aient pu s'enterrer profondément.
- 3 – A la connaissance de l'ensemble des participants de la CERP, à la suite de leurs recherches respectives, il n'existe pas de cas de découverte d'engin pyrotechnique sur ce site.
- 4 – Le bâtiment modulaire sera positionné sur un parking existant, et les futurs réseaux enterrés passeront sous une voirie existante ; sur ces emplacements, les terres ont été remaniées après-guerre.
- 5 – Les fondations seront de faible profondeur. A cet égard, la CERP demande à ce que ce bâtiment temporaire soit limité à un seul niveau, même si cela doit augmenter sa surface d'emprise au sol.
- 6 – La phrase "La mise en œuvre d'investigations de reconnaissance ou de dépollution est préconisée" inscrite en fin de l'EHTPP, est erronée. Elle aurait dû imposer une analyse du risque pyrotechnique, et l'EHTPP va être modifiée en ce sens.

En conséquence, la commission considère que le risque de pollution pyrotechnique sur l'emprise concernée par l'implantation des modulaires est très faible et la découverte d'engin pyrotechnique serait fortuite.

4. Conclusions et actions à mener

Les membres de la commission concluent que le risque pyrotechnique est très faible, et qu'une découverte serait fortuite. Il n'est pas demandé de recourir à un diagnostic pyrotechnique.

La CERP fixe les mesures de précaution qui devront être mises en œuvre :

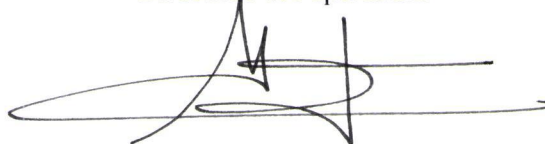
- le bâtiment temporaire de logement sera prévu à un seul niveau afin de réduire le système de fondation ;
- pour les réseaux enterrés AEP, EU-EV et EP, à créer sur une faible longueur, et les terrassements dus aux fondations : terrassements par couches de 10 cm, avec précaution et pelle mécanique sans dent, sous surveillance visuelle permanente ;

- concernant le raccordement électrique, il sera prévu un câble non enterré raccordé au transformateur 041, avec la mise en place d'un protège-câble permettant le passage des véhicules les plus lourds (PL, bus...).
- respect d'un périmètre de sécurité de 10 mètres autour de la zone en travaux, sans personnel proche à moins de 3m.

Une fiche de sensibilisation aux risques de découverte ou de suspicion de présence d'engins pyrotechnique et, plus généralement, de tout matériel de guerre, devra être préalablement établie, en plus du plan de prévention ; elle devra avoir été validée par le Bureau Prévention et Maîtrise des risques du régiment.

Toutes les personnes présentes sur le chantier devront en avoir été formellement informées.

L'ingénieur en chef de 1^{ère} classe Martine HUAU
Directrice des opérations

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and strokes, positioned below the printed name and title.

DESTINATAIRES :

DIR – DO - DIV PLAN - DIV GP – BEx - USID SMX
9^{ème} BIMa